

Politique de sanctions contre les chômeurs : la déraison du gouvernement Fillon

L'offensive anti-sociale du gouvernement continue, c'est maintenant les droits des chômeurs qui sont visés. Dans le droit-fil des politiques suivies par les gouvernements de gauche comme de droite depuis une quinzaine d'années, le gouvernement Sarkozy-Fillon durcit les conditions d'indemnisation chômage, accélère la dégradation de la norme d'emploi, et introduit un « dumping social » au sein du salariat en tirant vers le bas les conditions d'embauche et de salaires.

La définition d'offres « raisonnables » d'emploi préconisée par le gouvernement vise à imposer aux chômeurs l'acceptation d'emplois avec une baisse de salaire de 5 % à 20% , en fonction de la durée du chômage, des emplois précaires ou en intérim aussi bien que des CDI, des conditions de trajets pénibles.

Le discours populiste sur les « faux chômeurs » qui « abusent » du système cherche à alimenter la division du salariat en travestissant la réalité :

- 50,4 % des demandeurs d'emploi sont exclus de l'assurance - chômage
- Trois chômeurs sur dix ne touchent rien, pas même le RMI
- La moitié des chômeurs indemnisés perçoit une allocation inférieure ou égale à 924 euros par mois
- La majorité des offres d'emploi sont des CDD de moins d'un mois

Les véritables responsables du chômage ce sont les entreprises qui licencient et précarisent et non les salariés jetables et corvéables qui une fois au chômage sont les seuls en droit de décider de leurs choix professionnels et d'exiger des indemnités décentes pour lesquelles ils ont cotisé toute leur vie.

Le 6 mai 2008

Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
--	-------------------------------	---------------------------

